

REPUBLIQUE FRANCAISE  
**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DEPARTEMENT  
DES YVELINES**

**ARRONDISSEMENT DE  
VERSAILLES**

**COMMUNE DE TRAPPES**

Nombre de conseillers en exercice : 39

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 34

N'a pas pris part au vote : 0

Réf : 2025-126

Objet : Approbation de la convention de  
mise à disposition et d'emploi d'images de  
vidéoprotection

**Séance du 8 décembre 2025**

**L'an deux mille vingt cinq, le huit décembre, à 18h00 le  
Conseil municipal de Trappes, légalement convoqué, s'est  
assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la  
présidence de Ali RABEH,**

**Présidence :**

Monsieur le Maire Ali RABEH

**Présents** : Ali RABEH, Sandrine GRANDGAMBE, Pierre  
BASDEVANT, Aminata DIALLO, Gerard GIRARDON, Alienor EBLING,  
Aurélien PERROT, Jarina SAMAD, Marc LE FOLGOC, Frederic  
REBOUL, Housseem DHAOUADI, Anne-Andrée BEAUGENDRE,  
Catherine CHABAY, Sira DIARRA, Jamal HRAIBA, Murielle  
BERNARD, Abdelhay FARQANE, Ahmed KABA, Sarith SA, Cristina  
MORAIS, Anne CLERTE-DURAND, Guy MALANDAIN, Fouzi  
BENTALEB, Mimouna SARAMBOUNOU, Patrick LEBOUQCQ, Annie LE  
HIR.

**Absents excusés représentés :**

Djamel ARICHI représenté par Pierre BASDEVANT  
Noura DALI représentée par Sandrine GRANDGAMBE  
Suzy LEMOINE représentée par Alienor EBLING  
Colette PARENT représentée par Aurélien PERROT  
Said DSOULI représenté par Fouzi BENTALEB  
Benoit CORDIN représenté par Anne CLERTE-DURAND  
Hélène DENIAU représentée par Jarina SAMAD  
Maxime VELAY représenté par Gerard GIRARDON

**Absents** : Mme Florence BARONE, Mme Dalale BELHOUT, Mme  
Josette GOMILA, Mme Véronique BRUNATI, Mohamed KAMLI.

**Secrétaire** : Abdelhay FARQANE

**Administration** : Pascal TRAN, Nahida Aoustin, Jules Chamoux,  
Nelly LOUIS, Stéphane Dreyfus, Philippe Faugères, Jean-  
Baptiste Grenier, Pierre-Jean Tisserand, Bouchra AIT AOUAJ,  
Géraldine LUCO

*Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal  
administratif de Versailles peut être saisi par voie de recours formé contre la présente  
délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa  
notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé  
devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui  
recommencera à courir soit :- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale  
;- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité  
territoriale pendant ce délai.*

2025-126

**Objet : Approbation de la convention de mise à disposition et d'emploi d'images de vidéoprotection**

**Le Conseil municipal,**

**Vu** le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 223-1 et L. 251-2 relatifs à la vidéoprotection ;

**Vu** le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 78-2021-10-13-00002 en date du 13 octobre 2021 autorisant l'installation du système de vidéoprotection de la ville de Trappes ;

**Vu** l'avis de la Commission Administration et Intercommunalité du 25 novembre 2025 ;

**Considérant** la convention de mise à disposition et d'emploi des images issues du système de vidéoprotection de la ville de Trappes au profit de la Préfecture de Police ;

**Considérant** que la sécurité et la protection des habitants constituent une priorité essentielle pour la ville de Trappes ;

**Considérant** la volonté de la Commune de renforcer la tranquillité publique et d'assurer une meilleure coordination entre la Police Municipale, la Police Nationale et l'ensemble des services de secours ;

**Considérant** que l'interconnexion des systèmes de vidéoprotection avec le Plan de Vidéoprotection de la Préfecture de Police permettra de prévenir plus efficacement les atteintes à l'ordre public et de renforcer les capacités d'intervention opérationnelle ;

**Considérant** que ce partenariat s'inscrit dans une démarche de responsabilité et de coopération en matière de sécurité, tout en garantissant le respect des libertés publiques et de la protection des données personnelles ;

Après avoir entendu son rapporteur et délibéré,

**Article 1 : Approuve** la convention de mise à disposition et d'emploi des images issues du système de vidéoprotection de la ville de Trappes au profit de la Préfecture de Police.

**Article 2 : Autorise** le Maire à signer ladite convention, ainsi que tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Approuvé à l'unanimité**

**Pour extrait conforme,**

**10 DEC. 2025**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes

